

Les risques élevés sur les réformes financières

Les Etats-Unis doivent arrêter de croire que les négociations commerciales avec l'UE amélioreront la coordination entre les régulateurs financiers.

MICHAEL S. BARR*

Les Etats-Unis et l'Union européenne se sont engagés dans un nouveau cycle de négociations commerciales, qui promet d'approfondir les relations économiques déjà solides entre les deux côtés de l'Atlantique. Toutefois, les négociations ne devraient pas être utilisées pour affaiblir les réformes financières américaines qui sont tout juste en train de prendre racine.

Le Commissaire européen au marché intérieur et aux services, Michel Barnier, a fait une tournée de séduction aux Etats-Unis, à la recherche de soutien envers l'inclusion des services financiers dans le cadre des négociations sur le projet de Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement. Pendant ce temps, le secteur financier tente d'influencer les négociations pour renverser les fiches règles - par ailleurs très efficaces - mises en œuvre aux Etats-Unis en vertu de la Loi Dodd-Frank.

Les nouvelles règles strictes portant entre autres sur les produits dérivés, les exigences de fonds propres, la structure financière ou la consommation et la protection des investisseurs pourraient être compromises par les négociations commerciales, dès lors que le Congrès américain ne sera en mesure que de formuler une approbation ou un rejet global de l'accord final, qui englobera une vaste gamme de sujets. D'autres commentateurs considèrent les négociations comme un forum supplémentaire de coopération, et espèrent que les négociations commerciales amélioreront la coordination entre les régulateurs financiers. Il serait sage pour les Etats-Unis de rejeter ce point de vue. Ce n'est pas le moment de mettre en péril les réformes financières américaines à peine disputées.

Le secteur financier a lutté contre cette nouvelle législation. Il a fait pression sur les organismes de réglementation et le Congrès pour retarder ou affaiblir les réformes après qu'elles aient été adoptées; il a exhorté le Congrès de bloquer les candidats principaux et de différer des financements essentiels; il a lancé des poursuites judiciaires agressives en vue de contre-carrer la mise en œuvre des règles importantes. La dernière chose dont les Etats-Unis (et l'UE) ont besoin est d'offrir une seconde chance à l'industrie financière. Et c'est exactement ce que produiraient les négociations commerciales - et la votation ultérieure du Congrès.

Il est clair qu'il y a eu des désaccords profonds entre les Etats-Unis et l'Europe sur plusieurs éléments de la réforme. Jusqu'à ce mois-ci, la Commodity Futures Trading Commission américaine était en désaccord avec Barnier concernant le champ d'application territoriale des règles américaines sur les produits dérivés. De même,

les exigences de fonds propres et de holding proposées par la Réserve fédérale pour les entreprises étrangères opérant aux Etats-Unis - bien que meilleures qu'un traitement national et, à mon sens, prudentes - ont irrité profondément la Commission européenne. En outre, les Etats-Unis se sont inquiétés du traitement national prévu dans les règles européennes en matière de produits dérivés, ainsi que les règles s'adressant aux gestionnaires de hedge funds.

Pourtant, il existe beaucoup d'autres fora où résoudre les désaccords entre les régulateurs américains et européens, y compris le processus bilatéral qui a abouti à l'accord récent entre les Etats-Unis et l'Europe à propos d'un cadre de réglementation des produits dérivés. Le G-20 a piloté des réformes financières au niveau mondial; le Conseil de stabilité financière aide à accorder les régulateurs; les équipes techniques du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, de l'Organisation internationale des commissions de valeurs et de l'Association internationale des contrôleurs d'assurance préparent des réformes pertinentes pour l'ensemble du secteur.

La dernière chose dont nous avons besoin, c'est d'un nouveau processus, en particulier si ce dernier ne se concentre pas sur la façon de prévenir une autre crise financière comme celle dont les Etats-Unis et l'Europe tentent encore de sortir. Les négociations commerciales n'iraient que dans un sens: revenir sur les réformes et non les faire avancer.

Au niveau mondial, il y a certainement encore beaucoup de travail à faire. Concernant la résolution des défaillances bancaires, les Etats-Unis ont mis en place un cadre solide, mais planchent encore sur la façon de rendre possible la liquidation d'une entreprise financière majeure; en Europe, il existe un accord sur la nécessité d'une autorité de résolution, mais il reste beaucoup à faire pour que cette autorité puisse fonctionner dans le contexte des cadres juridiques et politiques des Etats membres de l'UE.

Sur les produits dérivés, il existe maintenant un accord général sur la façon d'aborder la vente, la compensation et la transparence, mais beaucoup de travail demeure concernant les exigences de fonds propres, les exigences de marge, la supervision des chambres de compensation et d'autres questions. Des règles de fonds propres et de liquidité prennent forme, mais un accord définitif est encore loin à l'horizon, plutôt que à portée de main.

Je suis entièrement en faveur d'efforts plus gros, plus forts, afin parvenir à un accord mondial sur certaines réformes fondamentales. En fait, un tel accord est essentiel pour réduire les risques d'une nouvelle crise financière mondiale dévastatrice. Mais il n'y a aucune raison de chercher à atteindre ceci au travers de négociations commerciales qui seraient susceptibles d'affaiblir, et non de renforcer, les forces réformatrices.

*Law School, Université du Michigan Project Syndicate

DE LA MANUFACTURE À LA DIGIFACTURE (1/6)

Les enjeux d'une révolution industrielle déjà perceptible

La fabrication actuelle se base sur la soustraction de matière. La nouvelle ère qui débute passe par l'addition.

XAVIER COMTESSE*

Dans son discours annuel sur «l'État de l'Union» prononcé le 12 février dernier, le président américain Barack Obama a surpris plus d'un observateur en traitant en termes élogieux les technologies d'impression 3D. Citant l'exemple d'un ancien entrepôt désaffecté dans l'Ohio transformé en premier laboratoire pour l'innovation de la fabrication du futur où les employés maîtrisent l'impression 3D qui a «le potentiel de révolutionner la manière dont nous fabriquons pratiquement tout.» Il a annoncé dans la foulée le lancement d'autres nouveaux centres créatifs de fabrication similaires qui seront soutenus par le département de la défense, de l'énergie et du commerce pour créer des nouveaux bassins d'emplois high-tech. «Et je demande au Congrès d'aider à créer un réseau d'une quinzaine de ces centres et de garantir que la prochaine révolution en matière de production soit menée en Amérique. Si nous voulons fabriquer les meilleurs produits, nous devons également investir dans les meilleures idées.» a-t-il déclaré. C'est tout de même exceptionnel que le président du pays qui est économiquement, technologiquement et militairement le plus puissant du monde, annonce simplement l'arrivée prochaine d'une révolution industrielle. Cela mérite que l'on s'y attarde et que l'on évalue sérieusement son propos. C'est pourquoi nous vous proposons d'abord une série de six articles qui feront le point à la fois sur les avancées technologiques et sur les perspectives à moyen et long terme pour l'industrie de la machine-outil suisse. Rappelons

en passant que la Suisse est l'un des pays les plus industrialisés au monde et qu'un tel enjeu est vital pour notre avenir. Nous allons aborder cette «nouvelle» révolution en analysant une à une les différentes facettes en traitant systématiquement les thématiques suivantes: l'impression 3D, l'additive manufacturing, le

changement de forme, mais bien de fond car les techniques, méthodes, approches, savoirs et inventions vont prendre une toute nouvelle orientation. C'est du même ordre que le passage du mode analogique en numérique pour l'audio, la photo ou la vidéo. Au début, on a eu tendance à banaliser ce changement

atteigne le million d'ici deux ans. Aujourd'hui, ce sont les ingénieurs, les designers, les créatifs qui s'en emparent dans de nouveaux lieux appelés FabLab, TechShop ou Creative Center, mais également des secteurs comme l'aéronautique, l'automobile, la téléphonie ou la médecine, ont déjà franchi le pas. L'enjeu pour l'essentiel se situe dans la multiplication de ces centres de fabrication additive. Le Président Obama l'a bien compris en proposant la création de 15 centres aux Etats-Unis, sauf qu'il en faudrait un dans chaque ville américaine et donc des centaines voire des milliers, pour pouvoir réellement faire la différence.

En Suisse, plusieurs centres existent depuis quelques années, dont les précurseurs se trouvent à Neuchâtel et Lucerne. Conçus autour du concept de FabLab, ils expérimentent de manière encore confidentielle avec des entreprises locales, la conception d'objets additifs.

Là aussi, le Parlement mais aussi le gouvernement suisse à travers la CTI (Commission pour la Technologie et l'Innovation) n'ont pas encore pris conscience de ce bouleversement. Pour l'heure, la seule proposition en cours est la création de parcs d'innovation dont le concept est de prendre en compte les mètres carrés plutôt que l'intelligence au carré. Cette concentration de petits lieux informels ou plus officiels permettant de mieux maîtriser cette fabrication additive devrait faire l'objet des priorités de nos politiciens car il est impératif de ne pas rater le prochain tournant économique.

* Directeur romand Avenir Suisse



LE PARLEMENT ET LE GOUVERNEMENT N'ONT PAS ENCORE PRIS CONSCIENCE DU BOULEVERSEMENT ENGENDRÉ PAR LA TECHNOLOGIE DE L'IMPRESSON 3D.

desktop manufacturing, les Makers, la co-création puis dans un deuxième temps des questions comme: le crowdsourcing, le crowdfunding, le design thinking, les réseaux sociaux des consommateurs et les net-ups. Tout d'abord, nous allons rappeler dans quel contexte ces enjeux ont lieu.

Historiquement, l'industrie usine la matière première en la forgeant, la pressant, la décolletant, la perçant, la limant, etc. à l'aide de machines-outils. En somme, l'industrie soustrait de la matière à la matière pour obtenir des pièces, des éléments, des objets, des outils, puis par assemblage des machines et des systèmes. Désormais, la «nouvelle» révolution industrielle va consister à additionner de la matière à la matière pour obtenir les mêmes éléments jusqu'ici trop complexes ou impossibles à réaliser par soustraction comme par exemple des pièces contenant des cavités entièrement closes. Pour schématiser cette révolution, on passe donc de l'ère de la soustraction à celle de l'addition. Pourtant ce n'est pas seulement un

de procédé pour transporter et stocker des données mais bien vite on a vu apparaître de nouveaux formats (MP3), de nouveaux appareils (iPod) puis de nouvelles applications (YouTube et la radio digitale) et d'un coup, on doit faire face à un nouveau monde où par exemple, les anciens «majors» de la musique sont remplacés par Apple, YouTube ou Radio Paradise!

Voilà à quoi on peut s'attendre à moyen terme mais pour l'heure, nous devons juste réfléchir à ce bouleversement et décider sur les moyens stratégiques à mettre en place pour faire face à cet enjeu. Aujourd'hui, l'apparition récente d'un appareil bon marché, facile d'usage et aux normes FFF (Fused Filament Fabrication) comme l'imprimante 3D va nous permettre de changer la donne. Elle utilise des filaments plastiques qu'elle superpose couche par couche pour reproduire n'importe quelle forme 3D.

Elle est accessible à tout un chacun et s'est vendue par milliers de par le monde. On devrait s'attendre à ce que le nombre de ventes

L'absence de contre-proposition

RÉSEAU ROUTIER.

Les opposants à la hausse du prix de la vignette autoroutière n'avancent aucune alternative crédible.

PATRICK EPERON*

Après avoir mis sous toit le financement et l'aménagement de l'infrastructure ferroviaire, il faut assurer maintenant le financement de l'adaptation du réseau autoroutier, qui absorbe à lui seul davantage de trafic que l'ensemble des transports publics. Cela est d'autant plus urgent que notre pays a perdu pas moins de quinze ans à tenter, en vain, d'absorber la croissance de la mobilité par le seul développement des transports publics.

Le combat pour adapter le réseau des routes nationales, conçu pour quelque 800.000 voitures, aux be-

soins d'une Suisse comptant déjà plus de 4,2 millions de voitures, est gagnable, même s'il s'annonce difficile. Il s'agit en effet de faire accepter, en votation populaire fédérale du 24 novembre prochain, la hausse de la vignette autoroutière à 100 francs par an, afin de financer notamment la reprise par la Confédération de quelque 400 kilomètres de routes principales. En ce sens, il est pour le moins piquant de voir une bonne partie du lobby routier constituer une alliance de fait contre la hausse de la vignette avec les pires adversaires de toute construction routière. On ne s'étonnera guère que les Verts visent expressément cet objectif. Mais on ne peut que déplorer l'opposition à ce projet de la part de défenseurs de la route. Cette opposition est d'autant moins compréhensible qu'elle ne donne lieu à aucune contre-proposition crédible. En lieu et place de la hausse de la vignette, les opposants de droite à

cette dernière ne proposent en effet que des coupes dans les subventions fédérales aux cantons pour compenser les frais d'entretien des quelque 400 kilomètres de routes repris par la Confédération, alors que cette variante a été balayée par les gouvernements cantonaux! Par ailleurs, les frais d'aménagement des 400 kilomètres susmentionnés devraient être financés par les recettes routières existantes, alors que ces dernières diminuent chaque année.

Quand on sait enfin que la fortune de la caisse routière a diminué à 2 milliards de francs, il apparaît clairement que la hausse de la vignette est indispensable et, finalement, relativement peu coûteuse, puisqu'elle correspond à moins d'un plein d'essence sur une année. A contrario, voter «Non» à la vignette signifie remettre en cause le financement de la reprise par la Confédération de routes principales d'importance nationale et, par conséquent, retarder de plusieurs années

la mise en place d'un financement durable des routes nationales. Pour l'Arc lémanique en particulier, un «Non» se traduirait par un nouveau report de la réalisation du grand contournement de Morges, entre le Grand Lausanne et le Grand Genève, l'inscription de ce tronçon dans le schéma directeur autoroutier étant couplée à la hausse de la vignette. Compte tenu du fait que près de 92.000 véhicules traversent chaque jour la ville de Morges et que le Conseil fédéral table sur une augmentation de 25% de ce volume de trafic, on ne peut que parvenir à la conclusion que nous avons assez perdu de temps.

* Centre Patronal

PRÈS DE 92.000 VÉHICULES TRAVERSENT CHAQUE JOUR LA VILLE DE MORGES.